

**LE RETOUR DU PENDULE : LE DISCOURS
« ILLIBÉRAL » HONGROIS –
RAISONS, SENS ET CONSÉQUENCES**

À la rentrée politique de l'automne 2020, le Premier ministre hongrois a publié un nouvel essai sur son projet politique¹. Dans un contexte marqué par la pandémie de la COVID-19 qui serait d'ailleurs le fil conducteur de l'essai, même s'il n'apparaît qu'à sa fin, mais dont même le titre y fait référence, *Nous y réussissons ensemble à nouveau*, où les discours politiques ne pourront se produire qu'à l'écrit – les grandes manifestations politiques² n'ayant pas pu avoir lieu –, Viktor Orbán a été amené à soigner son concept et le programme politique qui en découle sous la forme d'un essai.

La forme écrite, sans pour autant obliger l'auteur de perdre le rythme de sa présentation, reflétant toujours les mêmes éléments caractéristiques du discours politique qu'il produit, influence néanmoins le développement des idées : il s'agit, selon nous, d'un véritable essai politique qui mérite d'être analysé en tant que tel. Détailler une pensée, un concept politique et le programme qui en suit, sous la forme d'un essai, est une méthode appropriée et un objectif louable, qui peut faire l'objet d'une analyse, telle que nous allons tenter de développer.

En ce qui concerne les caractéristiques propres au discours politique du Premier ministre hongrois, il suffit de rappeler cet esprit de combat qui apparaît dès les

premières lignes de son texte. Il développe l'image d'une lutte habilement qualifiée de libération. Le ton est donc militant, l'on pourrait même dire à l'esprit de hussard, mais l'auteur, en le faisant remarquer expressément, souhaite donner une certaine mesure à son texte, qui permettrait justement de réfléchir plus profondément, à la différence des messages rapidement échangés par la voie des outils de communication contemporains.

Le thème est donc ce combat qui serait à mener pour la libération des esprits. C'est la liberté intellectuelle qui est à défendre. Si cette dichotomie entre l'esprit libre et le bien penser politique d'une majorité intellectuelle opprimante, se définissant comme libérale, sera au cœur de l'essai, en mettant en évidence le fait que l'illibéralisme aurait comme objet de libérer et non pas d'opprimer, dès le départ, un autre terme, celui de la souveraineté, apparaît également, mais lui aussi dans un contexte inattendu, puisque cette souveraineté se rapporte non pas à un peuple mais aux esprits.

Nous pourrions, à titre introductif, longuement dissenter puisque la théorie est déjà en construction bien avancée, et sur la forme et sur le fond du discours politique dit populiste, ou encore réactionnaire, pour ne pas parler d'un grand retournement³, afin de trouver une place, de qualifier, de classifier et d'analyser ainsi, sur ce fond, le présent essai qui nous intéresse. Mais ce n'est pas le sens que nous souhaiterions donner à notre étude, qui se veut être plus succincte et qui, en même temps, cherche plus à poser des questions qu'à donner des réponses.

¹ Viktor ORBÁN, *Együtt újra sikerülni fog*, voir le texte intégral en hongrois, publié le 21 septembre 2020 sur le site du quotidien Magyar Nemzet : <https://magyarnemzet.hu/belfold/egyutt-ujra-sikerulni-fog-8692965/>.

² L'auteur de l'essai fait expressément référence à Tusnádfürdő, où est organisée tous les ans l'Université d'été dont il est l'invité et où il a prononcé son

premier discours sur son concept de la démocratie illibérale en 2014, voir le discours en hongrois : <https://www.youtube.com/watch?v=PXP-6n1G8ls>.

³ Voir, à titre d'exemple, une première théorisation riche et globale, tout en étant très disputée, de ces tendances politiques : D. LINDENBERG, *Le rappel à l'ordre : Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, 96 p.

Ainsi, en guise d'introduction, nous assortirons plutôt cette première remarque, qui consiste à revoir le sens à donner aux différents termes, souvent – nous estimons trop souvent – utilisés sans en faire l'objet d'une véritable réflexion, qu'ils mériteraient bien, lorsqu'ils font l'objet d'usages dans des contextes divers et particuliers. La liberté et la souveraineté, les termes qui sont au cœur de cet essai, sont à notre avis des notions fondamentales qui devraient être plus approfondies, en vue notamment du développement d'un nouveau discours politique.

À la base, et cela depuis les révolutions libérales, la liberté est individuelle, alors que la souveraineté est nationale ou populaire. Dans tous les cas, elle désigne l'indépendance et l'autonomie d'une communauté politique qui se construit en État moderne. Or, notamment, dans une zone géographique centre européenne où les occupations consécutives ont bafouillé à la fois la liberté des personnes et la souveraineté des nations, les deux notions se juxtaposent, en s'enrichissant mutuellement du sens de l'autre : la liberté individuelle n'est garantie que par la souveraineté nationale et il n'y a pas de souveraineté sans libertés individuelles.

Si cela sonne plus que logique aux oreilles des personnes issues de cette zone, pour une audience, pour ainsi dire plus heureuse, ayant reçu la liberté en héritage⁴ et ayant pu maintenir pour leurs communautés politiques respectives la souveraineté presque intacte, malgré l'histoire européenne tourmentée, notamment du xx^e siècle, l'incompréhension peut être grande. Pourtant, une telle réflexion, justement libératrice des idées reçues autour de ces termes, inutile de le rappeler, cruciaux en droit constitutionnel moderne, mérite d'être

menée à son bout, ne serait-ce que pour son apport.

C'est par ce sens enrichi de ces termes fondamentaux que le combat proposé par l'essai pour la liberté et la souveraineté gagne son contenu. Sans le comprendre, il serait impossible de bien mesurer les origines, les sens et les conséquences du discours. La liberté intellectuelle est bien celle de toute une communauté, la souveraineté des esprits ne désigne pas le caractère souverain de l'esprit, qui n'est plus remis en cause, mais la construction d'un concept politique fédérateur par ces esprits, qui réfléchissent et s'expriment ensemble contre une opinion, idéologie, doctrine bien arrêtée.

Si, pour certains, une telle approche pourrait être à l'origine des amalgames, nous défendons l'opinion selon laquelle il s'agit d'un concept qui a tout son mérite d'exister et d'être analysé en tant que tel car il apporte des pistes prometteuses de réflexion, notamment dans une période de crise, qui est souvent décrite comme une crise de confiance profonde, relevée tant au niveau politique national qu'europpéen. Nous soutenons ainsi, sans approfondir plus cette idée, en indiquant simplement sa direction, que face à la crise migratoire, liée au terrorisme ou due à la mondialisation, le fait de relier plus la liberté et la souveraineté peut avoir du sens.

Toujours à titre introductif, nous souhaiterions faire une deuxième remarque, qui porte plus sur la forme que sur le fond. Tout en suivant l'essai qui fait l'objet de notre étude, nous ne pouvons pas nier l'existence de conséquences néfastes d'une pensée dominante dans les milieux intellectuels. Les qualifications sont très souvent vite faites et les adjectifs, tout de suite, condamnent la pensée, voire son auteur. Il y a des sanctions, et surtout une

⁴ Une référence voulue au poème bien connu de Sándor MÁRAI, *Mennyből az Angyal*, New York, 1956.

mise à l'index qui exclut le débat et rend inimaginable le dialogue entre des idées pourtant de mieux en mieux fondées.

Si devant certaines idées, trop souvent développées en idéologies durant notre histoire européenne, l'esprit libre et critique ne devrait pas s'attarder longuement pour y apporter le jugement qu'elles méritent, et les condamner le plus fermement possible, les tendances politiques actuelles, y compris celle défendue par le Premier ministre hongrois, ne relèvent certainement pas de cette catégorie. Le signe en est, tel que l'auteur de l'essai le souligne, que ces idées sont de plus en plus répandues et développées dans des milieux intellectuels minoritaires mais réceptifs.

Lorsque nous avons décidé d'omettre volontiers la présentation de la théorie relative à la qualification, à la classification et à l'analyse, par la suite de ces tendances, c'était également pour éviter d'y apporter un tel jugement. Les qualificatifs, tels que « populiste », mais aussi, d'ailleurs, « illibéral », n'ayant pas obtenu un sens suffisamment clair⁵, ne peuvent pas être à l'origine de réflexions enrichissantes lors de l'analyse d'un tel discours. Nous ne remettons pas en cause l'importance de développer de telles catégories, nous constatons juste un état des lieux qui nous oblige d'éviter, une fois de plus, leur usage réducteur.

Discours, débats et dialogues – telle sera la direction d'un développement des idées qui en méritent de faire l'objet. D'abord, c'est le discours politique, mais aussi intellectuel, plus large, qui les expose. Puis, elles font l'objet de débats, pour les faire entrer, enfin, à travers les analyses et les synthèses, dans une période de dialogue. C'est suite à un tel cycle de la pensée que ces idées pourront produire des apports et enrichir nos réflexions contemporaines. Il est

également inutile, notamment en temps de crise, de rappeler la responsabilité que nous portons pour une telle réflexion.

Ainsi, après avoir attiré l'attention sur le fait que les notions de liberté et souveraineté peuvent avoir un sens large, permettant de s'enrichir mutuellement, entre individu et communauté – tel sera l'axe de notre problématique – et après avoir rappelé l'importance des débats et des dialogues qui devront se construire pour ouvrir la voie à une réflexion plus profonde, nous engagerons notre analyse pour tenter d'identifier, plus par des questions que par des réponses, les origines, les sens et les conséquences du concept « illibéral » hongrois.

I – Une politique de résistance à l'idéologie libérale dominante

L'esprit du combat est présent tout au long du discours. Mais contrairement à l'image d'un combat qui sert à mobiliser un électorat afin de remporter la victoire dans un régime démocratique, permettant d'acquérir le pouvoir ou de s'y maintenir, ici, le combat se joue non pas devant les citoyens mais dans les milieux intellectuels et politiques hostiles au projet politique défendu et mis en œuvre par la Hongrie. Il serait ainsi question d'une guerre de résistance dont la stratégie est déterminée par le mouvement de ses opposants et qui se définit ainsi en négation ou en correction de ce que représente cette opposition.

C'est dans ce sens que la résistance se construit dans une logique de libération, en faisant appel à la liberté de pensée, mais aussi en mobilisant une liberté collective, voire une souveraineté des esprits et, par la suite, une liberté d'action, par une capacité, une puissance plus politique qu'intellectuelle, qui se met également en œuvre dans une logique de résistance. La

⁵ De Chantal Mouffe à Pierre Rosanvallon, nombreux sont les auteurs à mettre en exergue l'imprécision de ces concepts.

liberté et la souveraineté prennent donc un sens dans la capacité de résister à des tendances politiques majoritaires, qui ne répondraient pas d'ailleurs aux attentes des esprits, mais aussi des masses, dans une démocratie.

L'image menaçante des oppressions intellectuelles et politiques apparaît pour marquer l'importance du combat. Les sanctions pourraient être appliquées contre ceux qui y prennent part. Et même les concepts de base d'une telle politique seraient balayés d'un revers de main par ses opposants. Il va de soi qu'un tel combat de résistance apparaît encore plus noble dans le contexte centre européen, où le souvenir des occupations est toujours vif et le désenchantement, trente ans après le changement démocratique, et dans un contexte de crise de confiance, de plus en plus présent.

L'essence même de la définition négative du projet politique apparaît dans l'affirmation selon laquelle il est faux de dire que la démocratie ne peut être que libérale. L'objectif de la résistance est donc d'abord intellectuel : c'est au niveau des idées qu'il faut libérer les conservateurs des libéraux. C'est ainsi que se définit le premier point culminant, au niveau des idées, de l'opposition entre un conservatisme, encore minoritaire mais résistant, et un libéralisme ancré, toujours majoritaire et s'opposant, dans une position de force, à toute résistance à ces idées bien arrêtées.

Il est intéressant de souligner que ce sont d'abord les points, voire les racines communes des deux tendances, pourtant farouchement opposées, qui sont rappelés dans l'analyse de l'essai. Ainsi, pour le nouveau projet conservateur, il est acceptable, et même souhaitable, que les pouvoirs soient bien répartis, séparés, que les libertés fondamentales soient garanties

et respectées, que le principe de l'État de droit s'applique. Il n'est donc pas question de revenir sur les acquis juridiques, constitutionnels et sur l'ordre économique – le droit à la propriété est également mentionné – qu'ils ont établi dans la modernité.

En ce qui concerne les origines communes, c'est encore un combat, celui qui a été mené, avec succès, contre les régimes totalitaires, qui justifierait le rapprochement entre conservatisme et libéralisme, mais une fois ce combat achevé, il n'y a plus de raison pour les conservateurs de se rallier aux idées libérales⁶. Au contraire, et c'est là où l'opposition et l'engagement de résistance des conservateurs aux tendances politiques décrites toujours comme majoritaires réapparaissent très clairement : aujourd'hui, les conservateurs ne devraient pas seulement s'éloigner du libéralisme mais se préparer à le combattre.

En contre-exemple, l'essai revient sur les grandes coalitions qui se font dans des pays occidentaux entre conservateurs et libéraux. Tout en acceptant que le libéralisme peut être le plus petit dénominateur commun entre les différentes tendances politiques qui se dessinent sur la carte politique des pays démocratiques, le danger de réduire leur identité aux seules idées libérales émerge comme deuxième point culminant. C'est là où la résistance devrait déjà prendre la forme d'une action politique, en se tournant donc vers la pratique, après avoir démontré le bien-fondé des idées qu'elle défend.

C'est le sens de l'action politique qui est engagée par la Hongrie ou par la Pologne et c'est en raison d'une telle action qu'elles seraient visées par des attaques politiques permanentes. Pourtant, l'essai soutient que

⁶ Il serait impossible d'analyser les idées développées ici par Viktor Orbán en faisant abstraction de ses actions politiques : il était opposant farouche du

régime socialiste, son discours du 16 juin 1989 marque toujours les esprits. Voir le discours en hongrois : <https://www.youtube.com/watch?v=4YybjROUMu0>

le conservatisme véritable ne peut faire autrement que de résister à la gauche politique pour préserver son identité et donner du sens concret à son action, voire pour justifier sa raison d'être. C'est sur l'image d'une telle opposition, donc entre un conservatisme nouveau, libéré du libéralisme, et une gauche libérale que la définition négative s'arrête.

Nous considérons qu'une telle résistance peut être bien fondée et, surtout, qu'elle peut réunir des éléments permettant de développer un projet politique nouveau. Le fait d'accepter les acquis constitutionnels de la modernité, voire de revenir à leur sens initial, tout autant que l'acceptation d'une économie libérale, se pose en garanties importantes et nécessaires pour ce projet. De même, l'explication d'une tournure libérale de la droite, au milieu du xx^e siècle, en raison de son opposition au régime totalitaire, est tout à fait valable et permet de mettre en évidence que le nouveau projet s'opposerait également à de tels régimes.

La définition négative s'opère par la suite en mettant l'accent sur des idées nouvelles, qui devront servir de munitions à une résistance et qui, une fois que leur bien-fondé est défendu par des moyens intellectuels sur un terrain hostile, se traduiraient dans l'action politique, en prenant une place d'opposition à une gauche libérale, mais aussi à une droite qui en serait l'allié, justement sur ce seul fond qu'ils auraient en commun : le libéralisme. C'est donc à cette constellation qu'il faudrait résister dans l'action politique, en prenant une position opposée qui reste à définir dans une démarche positive.

II – Une politique conservatrice des valeurs traditionnelles

Lorsque l'on envisage une politique de résistance, il faut également en développer des éléments positifs, à savoir ce qu'on défend, car, si l'on comprend aisément la raison de la résistance, en expliquant

l'attaque d'une opposition bien définie et, surtout, si la résistance suit une stratégie en réponse à cette opposition, il reste tout de même important de développer une contre-politique qui serait donc à la fois motivée au niveau des idées, mais qui pourrait également se traduire par une action politique concrète dans la pratique, en donnant le véritable sens et en produisant les conséquences de ce nouveau conservatisme.

La première définition positive dans l'essai, pour marquer encore plus l'opposition au libéralisme dominant, est très sommaire. Elle rappelle simplement les trois éléments de base de ce nouveau concept politique qui ne se veut pas libéral : la Nation, la famille et la religion. Si pour une politique chrétienne-démocrate ces trois éléments sont constitutifs, par essence, du projet politique, il faut leur donner sens pour pouvoir parler d'un véritable nouveau conservatisme qui se positionne face aux idéologies et aux actions politiques libérales.

Pour la défense de la Nation, l'idée est développée par la suite dans le sens de ce que l'on pourrait appeler un souverainisme conservateur. Dans une approche qui joue toujours en opposition au libéralisme, le chef du gouvernement hongrois dit que ce conservatisme devrait rompre avec l'universalisme. C'est donc un universalisme fondé sur une certaine vision des Lumières, mais ses fondements intellectuels ne sont pas développés, il n'y a qu'une simple référence à Kant, qui est à combattre en renforçant et en protégeant la communauté nationale.

C'est plutôt dans la pratique, et surtout au niveau des conséquences politiques, que cette définition positive se construit. Il faudrait notamment : défavoriser le transfert des compétences à des organisations internationales qui, pour les libéraux, accomplissent leur idéologie mais, pour les conservateurs, abusent de leur

compétence ; limiter la migration qui, pour les libéraux, est un phénomène à soutenir mais, pour les conservateurs, est un danger qui conduit obligatoirement à des tensions interculturelles et va dans le sens de la négation de la culture nationale, le concept d'un grand remplacement apparaît explicitement dans le texte.

La résistance nationale réapparaît aussi face à la mondialisation, mise en parallèle avec la migration. C'est également un phénomène social dont, tout comme de la migration, profiteraient les grands capitaux qui, pour accroître leur profit, veulent intensifier le phénomène et pour ce faire, ils essayent de le promouvoir. La logique de l'argumentaire nous semble être tout à fait impeccable. Il reste néanmoins à savoir si on peut résister à ces phénomènes, surtout s'ils sont soutenus par de telles forces, et si oui, par quels moyens faire vivre une résistance qui se veut être efficace ?

La théorie, le développement des raisons et les définitions des moyens ne suivent nullement le pas de la présentation du sens de l'action politique à mener et des conséquences que l'on souhaiterait éviter. Dans l'essai, il est clairement expliqué quel est l'intérêt, quelle est l'idéologie derrière l'universalisme ou le phénomène de la mondialisation et la force de ces mouvements contemporains, tout comme la nécessité de se munir d'idées qui seraient issues d'une vision différente des choses pour les arrêter ou, au moins, les limiter ou atténuer leurs effets.

C'est l'aspect culturel qui est mis en avant à ce titre. D'abord, la protection des valeurs communes que l'on partage au sein de la même société. Ces valeurs communes serviraient justement de base aux communautés qui les partagent et marqueraient leur différence avec d'autres communautés à d'autres valeurs. Mais surtout, ces valeurs ainsi partagées par toute une communauté peuvent faire la résistance à un individualisme de plus en

plus généralisé qui se nourrit de la déconstruction forcée des valeurs et des traditions, comme c'est le cas du patriotisme ou de l'identité du genre, par exemple.

Deuxièmement, toujours sous cet aspect culturel, le besoin d'une raison universelle se manifeste du fait de l'absence d'une telle raison, si ce n'est justement un universalisme proclamé en soi en tant que valeur qui pourrait fonder l'idéologie libérale. Tout en garantissant l'autonomie des Églises, ce sont leurs dogmes qui peuvent être repris pour constituer une telle raison conservatrice : la protection et la promotion d'un bien commun, conforme aux enseignements chrétiens, pourraient ainsi servir de raison d'être et orienter les actions de ce nouveau conservatisme qui résisterait aux tendances qualifiées de libérales.

L'aspect culturel nous semble être particulièrement intéressant. La résistance aurait ainsi un fondement culturel qui se traduirait dans l'action politique. C'est donc dans l'enseignement et, plus généralement, dans la production culturelle, que les valeurs fondatrices d'une communauté forte sauraient être promues d'une manière à permettre de dégager les fondements intellectuels d'une telle politique conservatrice, combattant les idées dites libérales, qui seraient majoritaires sur l'échelle globale et représenteraient un risque pour la préservation des communautés traditionnelles car fondées sur ces valeurs.

La voie est ainsi bien désignée, même en l'absence d'éléments plus concrets qui devront se produire par une réflexion plus détaillée et, surtout, plus poussée. Tout ce qui se dégage autour des communautés que l'on qualifie donc de traditionnelles, notamment dans la Nation, dans la famille ou dans les Églises chrétiennes, peut faire l'objet d'une telle réflexion, permettant de bien fonder la résistance politique autour

de ces idées devenues valeurs à protéger. L'idée de la protection reste importante car le danger, dans la logique de l'essai, est toujours présent en raison des tendances qualifiées comme libérales.

Dans notre domaine, c'est-à-dire en droit constitutionnel, cette logique pourrait également se traduire par un retour à une conception traditionnelle en matière de protection des droits fondamentaux. Si l'auteur de l'essai met en évidence qu'il s'agirait de continuer à protéger, conformément aux acquis de la modernité, les libertés fondamentales, notamment politiques, et le principe de l'État de droit, en écartant tout rapprochement à des régimes à caractère totalitaire, il met en garde contre une protection accrue des droits individuels, notamment dans des matières sociétales, qui serait destructrice des communautés.

Pour ces droits individuels, il serait, dans la tendance actuelle, question d'une inflation qui aurait pour conséquence la dévaluation des droits les plus importants, notamment en les détournant de leurs natures originaires. C'est l'abus de pouvoir qui est toujours à empêcher. Or, la protection trop poussée mène justement à une forme d'abus où, certes, l'individu est protégé mais, en même temps, empêché de jouir d'une protection de son identité naturelle en raison de l'affaiblissement des communautés qui seraient plus que garantes. Elles seraient notamment les lieux naturels de la jouissance de ces droits.

Il serait donc nécessaire que la protection des droits fondamentaux gravite vers le juste milieu, en évitant les abus qui pourraient venir des deux côtés. Une communauté trop forte empêche l'individu de jouir pleinement de ses droits et libertés. Toutefois, si toute communauté s'affaiblit, ces droits et libertés ne pourront plus, d'une part, être protégés d'autres forces et, d'autre part, ils ne pourront pas être pleinement usés car c'est justement par

l'adhésion conforme à son identité, aux communautés de son choix que l'individu fait l'usage auquel ils sont destinés.

Que peut-on conclure d'un tel essai et d'une telle analyse ? Il serait sûrement difficile de bien retracer les fondements d'une résistance conservatrice des valeurs avec toutes ses raisons et ses conséquences. De même, il serait difficile de bien en décrire, théoriser et analyser le sens. Mais il serait tout aussi difficile, et probablement faux, et cela est l'apport principal que nous avons voulu développer, de nier l'existence d'une telle résistance ou de la qualifier vite fait comme étant « non convenue », bien qu'elle soit justement en opposition avec les idées dominantes de l'émancipation et du progrès social.

Il faudrait donc étudier ce discours qui produit cette idée de résistance. Il faudrait certainement le théoriser plus et mieux, débattre autour de ces idées pour en comprendre le sens, analyser leur pertinence. Et, une fois la théorie suffisamment construite, permettant de dégager des conclusions, il faudrait entrer dans un dialogue sincère et objectif pour mesurer le poids et le bien-fondé de ces idées afin de pouvoir leur donner la place et le rôle qu'elles méritent ou de les écarter, dans la mesure où cela s'avère nécessaire. Le discours, le débat et le dialogue pourraient ainsi, en tant que seule méthode adéquate, jouer leur rôle.

Mais essayons d'aller plus loin, vers un sens que nous avons, tout de même, tenté de dégager, certes, plus sous forme de questionnements qu'en apportant des réponses descriptives. Par cette résistance conservatrice des valeurs, il s'agirait, selon nous, d'apporter certains rééquilibres, et à juste titre, car nous sommes d'avis que le pendule est parti trop haut, notamment en Europe centrale, où le libéralisme aveuglé s'est répandu, même si cela était en quelque sorte naturel, après la chute du

totalitarisme, entre les libertés individuelles et la souveraineté nationale, c'est-à-dire la liberté d'action d'une communauté d'individus.

Ce n'est certainement pas pour perdre les acquis si difficilement conquis lors d'un long parcours de développement, tout au long de la modernité, de nos régimes politiques qui gouvernent nos communautés, tout en protégeant les individus qui les forment. Mais, c'est justement de permettre à ces communautés, gouvernées sous ces régimes, de continuer à protéger les individus, en leur permettant également de s'associer et former lesdites communautés qui n'existent que par et grâce aux valeurs qui les soudent, mais qui les orientent également dans leurs actions.

Serions-nous déboussolés par la fin de l'histoire⁷ ou, pire encore, par la fin de la société⁸, voire par la fin du politique⁹ ? Le système des coordonnées dans lequel nous pouvons analyser les différents régimes, notamment sous l'aspect constitutionnel, demeure à notre disposition. Il s'agirait de trouver le juste milieu entre *libertas* et *potestas*. Mais est-ce toujours dans une logique d'opposition entre les deux que ce milieu vers lequel, soyons optimistes, par nature, notre pendule bougerait, doit être retrouvé ? Ou serait-il possible de trouver la synthèse, en enrichissant leurs sens respectifs, entre liberté et souveraineté ?

Peter KRUSLICZ

*Professeur adjoint à la Faculté de droit
et des sciences politiques de l'Université de Szeged*

LA SLOVÉNIE, CÔTÉ COUR ET CÔTÉ JARDIN

Grande d'à peine 20 273 km² (soit une demi-fois la Suisse) et peuplée de seulement deux millions d'habitants, la Slovénie est une République discrète au sein de l'Union européenne. Membre depuis 2004, le pays a pris la présidence tournante de l'Union en juillet 2021 sur fond de tensions politiques entre Bruxelles et Ljubljana où le Premier ministre, Janez Janša, se rêve en Trump des Balkans. Homme politique aguerri et trois fois à la tête du gouvernement depuis 2004, Janez Janša conduit une profonde mutation de la politique slovène, aussi majeure que les deux précédentes qu'a connues cette petite République : en 1918, lorsqu'elle quitte l'Empire d'Autriche-Hongrie pour rejoindre la Yougoslavie et se convertit au communisme, et en 1991, où elle déclare son indépendance et adopte le capitalisme et la démocratie libérale à l'occidentale.

Aujourd'hui, la Slovénie est à un carrefour politique et diplomatique. Si tant est que celle-ci ne l'ait pas toujours été d'un point de vue géographique entre le monde latin et germanique, l'Est et l'Ouest, les Alpes et les Balkans. Côté cour, la Slovénie, sous l'influence de son Premier ministre, semble s'éloigner du modèle de démocratie libérale pour se tourner vers un nouveau paradigme relevant du néologisme « illibéral », théorisé et expérimenté par la Pologne et la Hongrie. Côté jardin, la Slovénie détourne le regard de ses deux puissances tutélaires de toujours – l'Autriche et la Serbie – pour se rapprocher du groupe de Visegrád auquel elle s'identifie davantage.

⁷ Référence au fameux essai de Francis Fukuyama, beaucoup discuté et débattu depuis sa parution en 1989.

⁸ Référence à la phrase connue de Margaret Thatcher.

⁹ Enfin, référence, même si dans un sens opposé, à l'essai-article de Chantal Mouffe, « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue MAUSS*, n° 20, 2/2002, p. 178 à 194.